

Penser les crises : un enjeu central pour observer les mondes en recomposition

Le traitement sociologique de la catégorie « jeunesse » en temps de crise

Jean-François GUILLAUME, OMER

Partie d'une communication qui intégrait les contributions de G. Amougou (Université de Yaoundé II), M. Poncelet (ULiège), Emmanuel Sambieni (Université de Parakou), Séminaire annuel de l'Institut de Recherche en Sciences Sociales, « Penser les crises ou crises de la pensée », Université de Liège, Liège, 21 mai 2021

Un Observatoire des Mondes En Recomposition (OMER) ne peut faire l'impasse sur une analyse des crises ou du moins, sur cet ensemble de faits sociaux qui, dans les discours médiatiques, politiques, philosophiques voire dans les productions scientifiques, sont rassemblés sous le terme de « crise ».

Si les « crises » doivent être prises au sérieux, c'est parce qu'elles dévoilent des mouvements de contestation de l'ordre établi qui émergent ou se consolident, parce qu'elles sont l'occasion de confrontation entre des sujets individuels qui, par exemple, entendent limiter l'emprise du social sur leur vie et/ou entre des sujets collectifs porteurs d'un projet sociétal alternatif. « Le sujet n'existe que comme mouvement social, que comme forme de contestation de la logique de l'ordre » (Touraine, 1992, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard : 273).

La jeunesse est souvent au premier rang de ces mouvements de contestation de l'ordre établi, qu'elle soit désignée comme « victime » de la crise ou comme « accélérateur » de cette crise. Ainsi en va-t-il en Afrique francophone (Congo, Cameroun, Afrique de l'Ouest), région avec laquelle les enseignants-chercheurs d'OMER entretiennent des relations étroites de longue date. La notion de « crise » paraît solidement implantée dans une série de discours, de récits ou de représentations. L'essentiel n'est pas ici de déterminer le bien-fondé de cette désignation, mais de prendre acte qu'un certain nombre d'acteurs font état d'une « crise structurelle », d'un « enlèvement dans une crise profonde », pour reprendre les termes des étudiants interrogés par Gérard Amougou.

Dans un colloque dédié à « *La jeunesse en Afrique francophone : des engagements à l'affirmation du sujet* », juillet 2019, AISLF (CR28 Sociologie de la jeunesse)¹, les contributions de jeunes chercheurs en sociologie d'Afrique de l'Ouest ont mobilisé l'idée de « crise » pour aborder des questions liées à l'insertion professionnelle : ils évoquent l'idée d'une crise *structurelle* de l'emploi, d'une crise socio-économico-politique pour désigner les conditions d'entrée dans la vie active et dans l'indépendance financière des générations contemporaines. Les acteurs collectifs qui ont porté des mouvements de mobilisation citoyenne tels que Y'en a Marre (Sénégal), Filimbi et Lucha (Congo), Balai Citoyen (Burkina Faso), sont également au cœur des intérêts des chercheurs en sciences sociales. Tout se passe comme si un lien presque naturel unissait « crise » et « jeunesse », dans les récits médiatiques ou politiques mais parfois aussi dans les grilles de lecture sociologiques.

¹ Le comité scientifique de ce colloque était composé de Gérard Amougou (Université de Yaoundé II), Cyriaque Ahodekon (Université d'Abomey-Calavi), Séverine Dessajan (Université Paris Descartes), Mamadou Dimé (Université Gaston Berger, Dakar), Rosalie A. Diop (Université Cheikh Anta Diop, Dakar), Sandra Gaviria (Université Normandie Le Havre), Jean-François Guillaume (ULiège), Roch A. Hounghin (Université d'Abomey-Calavi), Abou-Bakari Imorou (Université d'Abomey-Calavi), Monique Kouaro-Ouassa (Université d'Abomey-Calavi), Maria-Eugenia Longo (Observatoire Jeunes et Société, Québec), Emmanuelle Maunaye (Université de Rennes 1), Roch L. Mongbo (Université d'Abomey-Calavi), Marc Poncelet (ULiège), Elsa Ramos (Université Paris Descartes), David Risse (UQAM), Marc-Henry Soulet (Université de Fribourg) et Cécile Van de Velde (Université de Montréal). Ce colloque avait bénéficié d'un soutien financier de l'Agence Universitaire de Francophonie, de l'Observatoire Jeunes et Société et du centre OMER de l'ULiège.

La conjonction de ces deux catégories semblent constituer une sorte d'axiome élémentaire : d'un côté, la crise permet à la jeunesse d'exister et d'advenir en tant que sujet collectif dans un mouvement d'opposition à un ordre établi ; d'un autre côté, la situation de crise assigne à un groupe social un état de « jeunesse ». C'est ce que suggérait Laurent Thévenot (1979 : 4) : « Difficiles à dénombrer, les jeunes ont de grandes chances d'être aussi très difficiles à classer. On a dit qu'ils pouvaient être rattachés à de multiples institutions, ce qui leur confère des statuts variés mais la spécificité de leur position tient plutôt à leur absence de position nette, à leurs attaches multiples, à leur circulation entre les catégories statistiques. Ainsi, en déjouant une des oppositions qui structurent le plus profondément la représentation sociale que produit le statisticien, celle qui sépare les « inactifs » des « actifs », les jeunes, loin d'« entrer dans la vie active » par le franchissement d'un seuil, d'une porte qui sépareraient deux conditions comme le suggère la figuration statistique de la matrice de passage, se trouvent plutôt prisonniers d'un tourniquet, d'une porte à tambour en rotation permanente » (Thévenot L., 1979, « Une jeunesse difficile. Les fonctions sociales du flou et de la rigueur dans les classements », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.26-27, mars-avril, 3-18).

Quand les transitions de la formation vers l'emploi s'avèrent moins directes et plus difficiles – lors de ces « crises » économiques touchant le marché du travail et/ou de l'emploi – la catégorie de « jeunesse » désigne ceux qui finissent par poser problème dans et pour la société. Cela étant, ces individus à problèmes ne sont définis que par leur âge ou prioritairement par leur âge. « Seul un nominalisme naïf peut, en se fondant sur les catégories que le statisticien a construites pour repérer les jeunes, porter à croire que ces catégories traduisent des états communs à tous les jeunes qui, même s'ils ne sont pas atteints au même âge, constituent les étapes obligées, identiques, de leur vieillissement » (Thévenot, 1979 : 5). La catégorie de jeunesse naît donc dans le processus de traduction et de formalisation de l'état de crise : elle est le produit de la crise et l'une de ses composantes. Mais en contrepartie, la jeunesse peut s'emparer de la crise pour affirmer de nouvelles aspirations. C'est le cas, par exemple, des manifestations qui, en 2019 et 2020, ont rassemblé des jeunes occidentaux pour lutter contre le réchauffement climatique.

Cet axiome devient aussi argument politique – et pas seulement dans les pays africains où cette jeunesse a un poids démographique indéniable. Ainsi, au printemps 2021, au plus fort de la pandémie, le site de la Ministre de la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, on pouvait lire : « Quand la jeunesse se fait entendre, c'est la société dans son ensemble qui gagne ». Les opinions étaient pourtant très contrastées sur les modalités choisies par les jeunes pour se faire entendre au temps de l'appel à une mobilisation collective contre l'expansion de la pandémie...

L'axiome « jeunesse = crise » paraît dès lors particulièrement sensible aux effets de période ou aux évolutions conjoncturelles. Madeleine Gauthier, sociologue de la jeunesse québécoise, avait cette jolie formule : « Les jeunes, écrivait-elle en 1994 dans *Une société sans les jeunes* (IQRC, Québec), sont le baromètre de nos sociétés ».

Qu'en est-il alors des effets de période propres aux sociétés d'Afrique de l'Ouest ?

Au cours du colloque de juillet 2019, les 30 contributions de jeunes collègues sociologues d'Afrique de l'Ouest avaient constitué les contours de l'expérience juvénile de ces sociétés (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Congo,...) au départ de 5 axes :

1. L'émergence et l'affirmation du sujet individuel
2. L'émergence et l'affirmation du sujet collectif
3. L'engagement des jeunes leaders

4. L'engagement des jeunes qui partent
5. Les engagements juvéniles et le cadre institutionnel

Dans la somme de ces contributions, l'un des « effets de période » qui se dégage tiendrait à la tension qui survient entre deux logiques d'action. D'une part, l'affirmation du sujet individuel à travers le registre juridique et l'appel aux droits individuels, mais aussi à travers le registre biographique et narratif : chaque individu est tenu et est en mesure de développer son propre projet biographique, d'être « entrepreneur » de sa vie – comme l'ont montré les analyses de Gérard Amougou (2017, *Emergence du sujet-entrepreneur au Cameroun. L'engagement entrepreneurial saisi par la réappropriation subjective d'expériences socio-biographiques*, Thèse pour l'obtention du grade de docteur en sciences politiques et sociales, Université de Liège). Et d'autre part, la mobilisation de sujets collectifs dans des luttes politiques, comme l'illustrent les analyses portant sur les mouvements qui ont contribué au changement politique au Sénégal, au Burkina Faso ou au Congo. Être soi tout en rejoignant une communauté de valeurs et d'intérêts : tel pourrait être le défi que doivent relever ces jeunes dont les engagements ont constitué l'objet des travaux des chercheurs en sociologie. Il serait présomptueux de conclure à l'existence d'une figure unique de la jeunesse africaine. D'importantes lignes de clivage subsistent entre groupes sociaux mais aussi entre jeunes hommes et jeunes femmes.

La condition « juvénile » des un.es. et des autres n'est pas définie de la même façon. Et elle semble redevable de « crises » ou de « problèmes » qui ne touchent pas les mêmes dimensions de l'existence.

La réflexion menée dans le cadre du colloque de juillet 2019 s'est poursuivie à travers un atelier de formulation de projets de recherche. Il s'agissait de s'accorder sur l'orientation et le contenu d'un projet de recherche à dimension internationale qui puisse être porté par une équipe de chercheurs actifs dans les différentes institutions partenaires. Dans un brainstorming initial, 31 propositions avaient été émises, et parmi ces propositions, un ensemble de thématiques relatives à la continuité de la vie sociale, aux ruptures et aux désordres : chômage, ruptures de destinées sociales,... et grossesses adolescentes.

Lorsque la question des grossesses adolescentes a été discutée dans un groupe de travail, il n'a pas été question de « crise ». Une autre grille de lecture s'est imposée : la perspective s'est calquée sur celle de programmes internationaux centrés sur la santé et la sexualité. Il n'était plus question ici de « crise » mais d'un « problème social » ou d'un « problème public ». Les programmes d'éducation ou d'intervention portés par des organismes internationaux et les recherches qui les motivent et les soutiennent, dénoncent une série de phénomènes pathologiques associés à une période de la vie et à un groupe social précis : les jeunes filles. Les « grossesses adolescentes » deviennent une catégorie de l'action publique, dans une perspective normative de prévention, de correction d'un état jugé insatisfaisant au nom de valeurs telles que l'émancipation féminine et la santé publique.

Aborder la jeunesse sous le prisme des « crises sociétales » ou des « problèmes publics » n'est pas indifférent, surtout quand les résultats des recherches sociologiques sont diffusés dans l'espace public. Constituer comme objet de l'analyse sociologique la contribution des jeunes ou de la jeunesse aux différentes manifestations publiques et politiques contre l'ordre établi, la contribution des jeunes dans un moment de « crise » politique, c'est penser la jeunesse comme acteur collectif, voire comme sujet collectif (au sens tourainien). Cantonnée au rang de « problème social », la question des grossesses adolescentes n'a ni pour finalité ni pour vertu de « combattre un autre ». Elle pourrait constituer le révélateur de « crises » touchant par exemple les rapports intergénérationnels, les modèles familiaux,... Mais la vision proposée de la jeunesse est bien différente de celle d'un sujet collectif engagé dans un combat sociétal... Il n'est d'ailleurs pas question de jeunesse, mais d'adolescence. Et ce n'est pas anodin.